

1. Édito – AG
2. Communiqués de Presse
3. Programme sorties
AG S1 Retraités
FGR Régionale Île de France
4. Calendrier

S3 de Paris – 3 rue Guy de Gouyon du Verger 94112 ARCUEIL Cedex Tél : 08.11.11.03.81

E. Mail : s3par@snes.edu Site Internet : <http://www.paris.snes.edu>

2 Octobre 2008

OCTOBRE, 7-16-19 : de grands rendez-vous !

Une rentrée marquée par une crise financière qui s'approfondit dans le monde et en France, et dont les effets se traduisent par une inflation qui s'établit autour de 3,6% (le prix du pétrole a triplé en deux ans, celui du riz a doublé en six mois ...), par des pertes généralisées de pouvoir d'achat des ménages, par une croissance en berne, des organismes financiers en difficulté, une production industrielle ralentie et des chiffres du chômage qui à nouveau repartent à la hausse, environ 41.000 chômeurs en plus pour le mois d'août. Et dans ce contexte, un président de la république qui continue à parler de marché et de concurrence, alors que de partout on entend en appeler au retour de l'État.

La politique de libéralisation se poursuit avec le projet de privatisation de la poste, avec la libéralisation du livret A pouvant mettre en danger le financement du logement social. La politique fiscale choisie a démuné l'État de ses capacités d'intervention, elle a contribué à la stagnation, voire à la suppression d'emplois, et a accru les inégalités. Le projet de Budget programme de nouvelles suppressions dans l'emploi public par exemple dans l'éducation 13500 en 2009 et 40000 dans le cadre du plan triennal.

La question du pouvoir d'achat est de plus en plus aiguë pour l'ensemble des catégories de la fonction publique. Le ministre qui considère que le point d'indice ne doit pas augmenter autant que les prix continue à développer une individualisation des carrières et des rémunérations tenant lieu d'écran à l'égard des pertes subies et du système qui les génère. Pour les retraités, l'attribution de 0,8% en septembre, ajoutée aux 1,1% en janvier porte en moyenne à 1,36% l'ajustement des pensions ; elle est insuffisante par rapport à l'inflation. Les pensions semblent être condamnées à courir après les prix. Dans le même temps le gouvernement vient de supprimer pour les retraités les prestations d'aide ménagère à domicile, annonce des économies sur les médicaments, les prescriptions et l'hô-

pital, et entend mettre à contribution les mutuelles donc à nouveau les usagers. De plus, l'élaboration du plan de financement de la sécurité sociale ne peut qu'aggraver nos inquiétudes, de même que le projet de loi « hôpital, santé, patient, territoires ». Pilotée par la RGPP, cette loi est très éloignée dans ses termes de nos attentes de transformation du système de soins en un système de santé performant et ouvert à tous, d'autant que la politique de prévention reste très insuffisante.

Dans ce contexte d'attaques organisées dans tous les domaines, une mobilisation d'ampleur s'impose :

- pour défendre le pouvoir d'achat des salariés et des retraités du public et du privé;
- pour s'opposer à l'affaiblissement des garanties de la protection sociale
- pour mettre en échec les projets de privatisation de la Poste, de la Sécurité Sociale et défendre le maintien des services publics sur tout le territoire;
- pour défendre l'école de la République.

- le mardi 7 octobre

participons, dans le cadre de la journée de mobilisation interprofessionnelle aux initiatives. Manifestation SNES SNUEP SNEP RV 14H M° Sèvres-Babylone

- le jeudi 16 octobre

A 10 heures participons à l'assemblée des retraités de la section de PARIS à la bourse du travail.

A 14 heures à Sèvres-Babylone les Retraités défilent très nombreux pour demander l'amélioration de leur Pouvoir d'Achat et défendre la Protection Sociale

- le dimanche 19 octobre

mobilisons-nous pour la manifestation Nationale ! Pour l'Éducation: un pays, une École, notre avenir ! 14 h place d'Italie

Robert Jacquin, secrétaire S1 des Retraités de Paris

Jeudi 16 octobre

10h Assemblée Générale du S1 des Retraités de Paris

14h Manifestation Nationale Unitaire des Retraités

Voir page 3

0,8% c'est insuffisant !

Le gouvernement vient de confirmer la revalorisation de 0,8% des pensions du régime général, des fonctionnaires et des militaires. C'est une première, mais insuffisante réponse aux fortes mobilisations des retraités au printemps dernier et un appel à poursuivre l'action. Pour 2008, les retraités verront leurs revenus revalorisés de 1,36% en moyenne, alors que l'inflation frôle les 4%.

C'est inacceptable !

Pour une pension moyenne cette mesure va représenter 12 euros, loin de compenser la hausse des dépenses contraintes qui viennent d'intervenir - électricité + 2%, gaz + 5% - les hausses de l'alimentation, les dépenses de santé...

Le gouvernement s'apprête à boucler le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2009 qui sera soumis au parlement et doit déterminer le rattrapage des pensions pour l'année 2008 et décider de la revalorisation devant intervenir en 2009.

La FSU appelle l'ensemble des retraités et personnes âgées à se mobiliser sans attendre, à intervenir auprès des forces politiques et sociales pour rappeler leurs revendications, s'opposer aux nombreuses menaces qui se préparent - notamment en ce qui concerne la réversion - et à faire des manifestations unitaires du 16 octobre un grand moment revendicatif.

La FSU appelle l'ensemble de ses militants retraités regroupés dans les SFR, à utiliser les premiers jours de septembre pour reprendre contact avec les organisations syndicales de retraités et la FGR-FP afin d'élargir l'action dans l'unité, multiplier les initiatives dans les départements et d'assurer le succès de la journée d'actions du 16 octobre.

Pour la SFR FSU la « semaine bleue » 2008 doit devenir un moment de mobilisation exceptionnel pour la défense du pouvoir d'achat et des conditions de vie des retraités et personnes âgées.

Communiqué de presse FSU du 01/09/2008

L'Etat employeur se désengage de toute aide sociale en direction de ses anciens salariés à la retraite

La FSU condamne la décision gouvernementale de supprimer la prestation sociale d'Aide Ménagère à Domicile à compter du 1-01-2009. Cette décision s'ajoute à la suppression déjà intervenue de l'aide à l'aménagement de domicile.

Par touches successives, l'Etat employeur se désengage de toute aide sociale en direction de ses anciens salariés à la retraite. En refusant toute décision visant à informer les retraités de leurs droits en matière d'action sociale, il s'appuie sur cette méconnaissance et la sous utilisation de l'existant pour justifier les suppressions.

Cette nouvelle suppression inadmissible, les besoins chez les retraités de la fonction publique comme dans l'ensemble de la société ne cessent de croître en matière de logement, d'aménagement de l'habitat pour l'adapter aux pertes de mobilité et d'aide à domicile.

La FSU et sa SFR (section fédérale des retraités) se félicite de la réaction unitaire de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires.

Pour les retraités cette suppression sera une raison supplémentaire de se mobiliser pour les manifestations du 16 octobre.

Communiqué de Presse FSU du 19/09/2008

Crise exceptionnelle et vieilles recettes

Alors que nous sommes confrontés à une crise d'une ampleur exceptionnelle dues aux dérégulations et à une politique qui porte au pinacle le marché et la concurrence, alors que de partout on entend en appeler au retour de l'État, le discours du Président de la République et le projet de Budget présenté ce matin en conseil des ministres, restent marqués par les mêmes dogmes qui ont nourri cette crise et fait la preuve de leur incapacité à y remédier. On peut se demander s'il ne s'agit pas en fait de préparer l'opinion à une politique d'austérité aggravée au lieu de faire face à la crise.

Ainsi rien n'est fait pour empêcher les dysfonctionnements du système bancaire et financier ; bien au contraire on poursuit la politique de libéralisation avec le projet de privatisation de la Poste ou la libéralisation du livret A qui vise à remettre entre les mains de banques l'instrument clé du financement du logement social.

Maintenant des choix fiscaux qui ont démunis l'Etat de capacités d'intervention, accru les inégalités en faveur des plus riches sans contribuer à la croissance, le projet de Budget programme de nouveaux sacrifices et des coupes supplémentaires dans l'emploi public avec des chiffres jamais atteints.

Ce sont l'ensemble des services publics qui vont être touchés, et en particulier l'enseignement et la recherche. Dans un contexte où le Président prône un rôle nouveau de l'Etat celui-ci va se trouver encore moins capable de faire face aux besoins et l'investissement dans l'avenir est délibérément sacrifié. Le risque est grand de voir les inégalités s'accroître et la solidarité envers les plus démunis reculer.

Les salariés du public et du privé, les retraités, les chômeurs payeront le prix de ces choix injustes et inefficaces en termes de pouvoir d'achat, d'emploi, de protection sociale, d'accès aux services publics.

Autant de raisons de mobiliser massivement le 7 octobre au plan interprofessionnel et le 19 octobre dans l'éducation.

Communiqué de Presse FSU du 26/09/2008

Jeudi 16 octobre

Assemblée Générale du S1 des Retraités de Paris

10h

Bourse du travail, Salle Louise Michel

1 rue du Château d'eau M° République

Ordre du jour :

- Analyse de la situation,
- Compte rendu du congrès de la FGR
- Action

Manifestation Nationale Unitaire des Retraités

14h

Pour la Région Parisienne : **Sèvres-Babylone**

A l'appel des UCR CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, UNSA, de la FGR et de la FSU

Sorties

Conférences

Rencontres

Mardi 14 octobre

Chartres

RV 10h30

Gare ou **10h45** parvis de la cathédrale

Visite guidée de la cathédrale avec audiophone (2€ + carte d'Identité)

Repas prévu (12-15€)

L'après-midi centre international du vitrail (3€) Visite guidée de la crypte (2,10€). Tour de ville..

Train : 09h15 / 09h30 Gare Montparnasse

10h24 / 10h29 Chartres (50% carte sénior)

Retour : 17h50 - 19h01 ou autre (1 train toutes les 30 min) Attention 25% carte sénior de 17h à 18h30

Prévenir avant le 08 octobre (audiophone, restaurant)

Roland LESCALE : 01.46.70.45.34

Branché(e) Internet ?

Consultez le site des Retraités

www.paris.snes.edu

puis onglet **S1 Retraités**

Jeudi 27 Novembre

Citée internationale de l'Histoire de l'immigration

RV 13h45

Devant l'entrée 293 av. Daumesnil

Visite des collections avec un conférencier (10€)

M° (Station Porte Dorée fermée) Michel Bizot ou Porte de Charenton—Bus PC2 (Porte Dorée)

Claude SMADJA : 01.43.66.87.87

Lilya RAJCHMAN : 01.46.60.84.08

Jeudi 18 décembre

La Peinture et la Parole Politique chez David de 1783 à 1815

10h

Bourse du travail

1 rue du Château d'Eau

par Michèle Robelin

professeur de lettres retraitée -Ecole du Louvre

FGR

Mardi 7 octobre 9h30

Assemblée Régionale Ile de France

Maison des Syndicats de Créteil

11 rue des Archives M° Créteil-Préfecture

Matin : congrès de Nancy, commission exécutive des 23/24 septembre, préparation du 16 octobre

Après-midi : intervention de Bénédicte BAURET, présidente de la commission des affaires sociales du Conseil régional

Adhérent(e) retraité(e) du SNES, vous êtes adhérent(e) à la FGR-FP et invité(e) à participer à cette réunion

Calendrier

1er et 2 octobre
SNES :
collectif national des Retraités

Vendredi 3 octobre
FGR-75 : CE

Mardi 7 octobre
9h30
FGR :
Régionale Île de France

Mardi 7 octobre
14h Manifestation Régionale
2nd Degré Sèvres Babylone

Mardi 14 octobre
10h30
Sortie Chartres

Jeudi 16 octobre
10h
Assemblée Générale
S1 Retraités

A l'appel de FSU, FGR, CFTD,
CFTC, FO, CGT, UNSA
Jeudi 16 octobre
Manifestation régionale des
Retraités
RV **14h** Sèvres Babylone

Manifestation Nationale de
l'Éducation
Dimanche 19 octobre
14 h Place d'Italie

Du 20 au 26 octobre
Semaine Bleue

Jeudi 20 novembre
Bureau S1 Retraités 75

Jeudi 27 novembre
10h30 Sortie Chartres

Budget 2009 : la rigueur sacrifie le Second Degré

Avec la suppression de 13.500 emplois dans l'enseignement scolaire, le projet de loi de finance 2009 confirme la politique menée par le gouvernement et contre laquelle les personnels se mobilisent depuis des mois. Construit dans la même logique que celui de l'année dernière, il ampute massivement les moyens du second degré, mettant en péril la qualité de l'enseignement et dégradant encore les conditions de travail dans les collèges et dans les lycées. Il est clair que l'enseignement dans le second degré n'est plus une priorité du gouvernement.

Ce budget relève d'abord d'une logique comptable. En effet, alors que ce volume de 13.500 emplois est annoncé par X. Darcos depuis le début juillet, la ventilation des suppressions entre les différents niveaux d'enseignement et les motifs avancés par le ministère pour les justifier n'ont cessé d'évoluer depuis. C'est bien la preuve que ce sont des raisons strictement budgétaires qui président à ces choix.

Dans le second degré public, les 5.500 suppressions annoncées sont inférieures aux 8.830 du budget 2008 et les actions menées tout au long de l'année dernière ont sans aucun doute pesé. Mais compte tenu de la nature des suppressions envisagées, les dégradations sur le terrain tant pour les personnels que pour les élèves seront au moins aussi importantes que celles observées à cette rentrée. Pour le SNES ce budget constitue donc une raison supplémentaire de lutte.

La suppression de 1.000 emplois de stagiaires hypothèque gravement l'avenir et donne un signe très négatif aux étudiants alors qu'il est prévu de recruter les futurs enseignants au niveau du master dès 2010.

Les annonces de vendredi, semblent indiquer que le privé serait en partie épargné. Si cela devait se confirmer, le SNES fera savoir avec fermeté son opposition à une telle situation et exigera que l'enseignement public ne soit pas une fois de plus affaibli au bénéfice de l'enseignement privé.

Enfin, si aucune suppression de poste n'est affichée en raison de la réforme des lycées, le SNES sera particulièrement vigilant à ce que cet affichage ne soit pas de pure forme. En effet le flou de certaines mesures (par exemple la suppression de 3000 emplois au titre du remplacement) peut masquer des suppressions liées, en fait, à la mise en œuvre de la réforme en seconde. Il exigera du ministère et des rectorats toute la transparence nécessaire pour combattre toute tentative de tromperie à ce sujet.

En dernier lieu, le SNES considère que la mise en œuvre d'une revalorisation ambitieuse de nos métiers dont doivent bénéficier tous les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation doit trouver sa traduction concrète dans ce budget même si une montée en puissance des dispositifs qui pourront être mis en place dès 2009 peut être envisagée sur plusieurs années.

Le SNES n'accepte pas ce budget 2009, qui sacrifie l'avenir. Il appelle donc l'ensemble des personnels d'enseignements, d'éducation et d'orientation, à se mobiliser contre ce budget de rigueur et à s'investir massivement dans la grève du 7 octobre et dans la manifestation nationale du 19 octobre pour exiger une politique éducative ambitieuse permettant la réussite de tous.

Communiqué SNES du 29/09/2008